



Face aux multiples attaques et menaces qui s'abattent sur l'UNEF, nos organisations s'insurgent contre l'acharnement et la démesure des attaques d'une rare violence, qui visent une organisation syndicale mobilisée pour la jeunesse et les étudiant-es en grande difficulté dans cette période de crise sanitaire.

Nous condamnons les attaques initiées par l'ancien ministre de l'intérieur, Christophe Castaner, et l'escalade à laquelle se livrent la droite et l'extrême droite faisant peser sur les dirigeant-es de l'UNEF des risques inconsidérés.

Nous dénonçons la montée de la criminalisation de l'action syndicale et les mesures et projets de lois liberticides imposées par ce gouvernement.

Cette politique qui vise à stigmatiser et à réprimer les organisations représente des atteintes graves aux libertés publiques.

Nos organisations ne se laisseront pas intimider et continueront sans relâche à s'organiser pour défendre toutes celles et tous ceux qui subissent les inégalités.